

DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE**VILLE DE BASSE-TERRE**

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS MUNICIPAUX DE LA VILLE DE BASSE-TERRE AUTORISANT LA CLINIQUE « CENTRE MÉDICO-SOCIAL (CMS) », SISE 30 RUE DU DOCTEUR PITAT – 97100 BASSE-TERRE, REPRÉSENTÉE PAR MADAME SURET ROSINE, LA DIRECTRICE, À ORGANISER LA « JOURNÉE MONDIALE DE L'OBÉSITÉ », SUR L'ESPLANADE DU PORT DE LA VILLE DE BASSE-TERRE, LE SAMEDI 09 MARS 2024, DE 09 HEURES 00 À 16 HEURES 00.

Le Maire de la Ville de BASSE-TERRE, Monsieur André ATALLAH ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2211-1, L 2213-1 et suivants ;

VU le Code de la Route, notamment l'article R 411-2 ;

VU le code pénal ;

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles ;

VU la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux Droits et Libertés des Communes des Départements et des Régions ;

VU la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 relative aux Polices Municipales ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

CONSIDÉRANT la demande formulée en date du 19 Février 2024, par laquelle la Clinique « **CENTRE MÉDICO-SOCIAL (CMS)** », sise 30 rue du Docteur PITAT – 97100 BASSE-TERRE, représentée par Madame SURET Rosine, la Directrice, **sollicite un arrêté municipal en vue d'organiser la « JOURNÉE MONDIALE DE L'OBÉSITÉ », sur l'Esplanade du Port de la Ville de BASSE-TERRE, le Samedi 09 Mars 2024, de 09 heures 00 à 16 heures 00.**

ARRÊTÉ

ARTICLE 1^{er} : autorise la Clinique « **CENTRE MÉDICO-SOCIAL (CMS)** », sise 30 rue du Docteur PITAT – 97100 BASSE-TERRE, représentée par Madame SURET Rosine, la Directrice, à organiser la « **JOURNÉE MONDIALE DE L'OBÉSITÉ** », sur l'Esplanade du Port de la Ville de BASSE-TERRE, le **Samedi 09 Mars 2024, de 09 heures 00 à 16 heures 00.**

ARTICLE 2 : La Clinique « **CENTRE MÉDICO-SOCIAL (CMS)** » devra prendre toutes les mesures afin d'éviter que ne soient troublés l'ordre et la tranquillité publique. Elle devra aussi prendre toutes les mesures afin d'assurer la sécurité des Biens et des Personnes (Barrières, rubalisés, matérialisés, zones interdites et zones autorisées au public, etc....).

ARTICLE 3 : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe, dans un délai de DEUX (2) mois, à compter de son affichage et/ou sa publication.

ARTICLE 4 : Les droits des tiers seront et demeureront préservés conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté devra obligatoirement être notifié, affiché et/ou publié, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur des Infrastructures du développement durable du territoire de la Ville de BASSE-TERRE ; Monsieur le Chef de la Police Municipale de BASSE-TERRE ; Monsieur le Commandant de Police Nationale de BASSE-TERRE ; et toutes personnes placées sous leur autorité, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation à Monsieur le Préfet de la Région Guadeloupe et à Madame la Cheffe du Centre Principal de Secours de la Région SAINT-CLAUDE.

Basse-Terre, le 29 MARS 2024

Certifie exécutoire compte tenu

de sa notification, le 29 MARS 2024

de sa publication et/ou de son affichage, le 29 MARS 2024

Fait à Basse-Terre, le 29 MARS 2024

P/le Maire André ATALLAH
Le Conseiller Municipal
Délégué à la Sécurité Publique,

Jean-François ISSA



P/le Maire André ATALLAH
Conseiller Municipal
Délégué à la Sécurité Publique,

Jean-François ISSA

